

Accès au crédit des PME : quelles leçons tirer du rapprochement des données d'enquête et des données de bilan?

Séminaire « Situation financière des entreprises »
Paris, Banque de France, 23 septembre 2013

Elisabeth Kremp, Direction des
enquêtes et statistiques sectorielles
et NBER

Patrick Sevestre, Direction des
études microéconomiques et
structurelles et Université Paris I

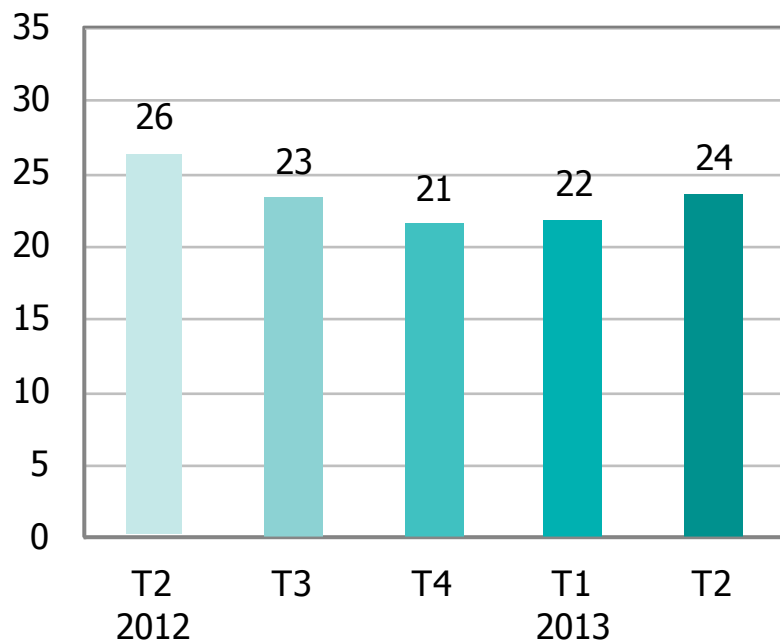
1 – Enquêtes et études économétriques sur l'accès au crédit en France : un historique récent

- En 2009 : peu d'information sur l'accès des PME au crédit, en France, comme dans les autres pays
- Deux types de réponses
 - 1) Enquêtes auprès des entreprises
 - Enquête **semestrielle** de la BCE : Survey on the Survey on Access to Finance of SMEs (SAFE) in the Euro area **mise en place à partir de 2009**
 - Enquêtes régulières semestrielle d'Oséo (Bpifrance), ou trimestrielle Baromètre KPMG - CGPME (2010-2012)
 - Enquête ponctuelle qualitative de l'Insee /Eurostat (2011)
 - Enquête **trimestrielle** de la BdF **mise en place à partir du T2-2012**
 - 2) Études économétriques sur données d'entreprises françaises
 - Alexandre & Buisson, 2010
 - Kremp & Sevestre, 2010-2013
- Des résultats cohérents

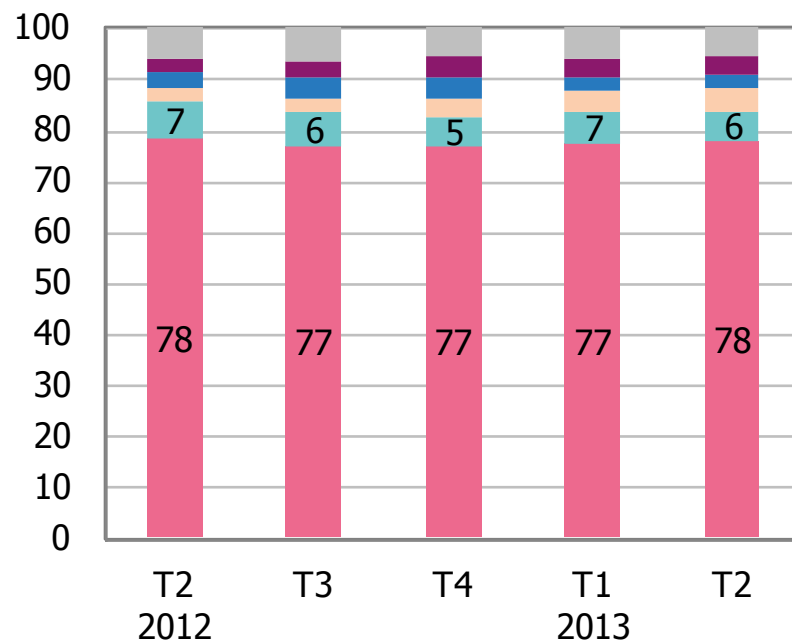
2 – La réponse des entreprises sur l'accès au crédit bancaire d'après l'enquête de la BdF

- 20 à 25 % des PME demandent des nouveaux crédits chaque trimestre
- Cette demande est largement satisfaite

Demande de nouveaux crédits
% des entreprises



Obtention de nouveaux crédits
% des entreprises ayant demandé un crédit

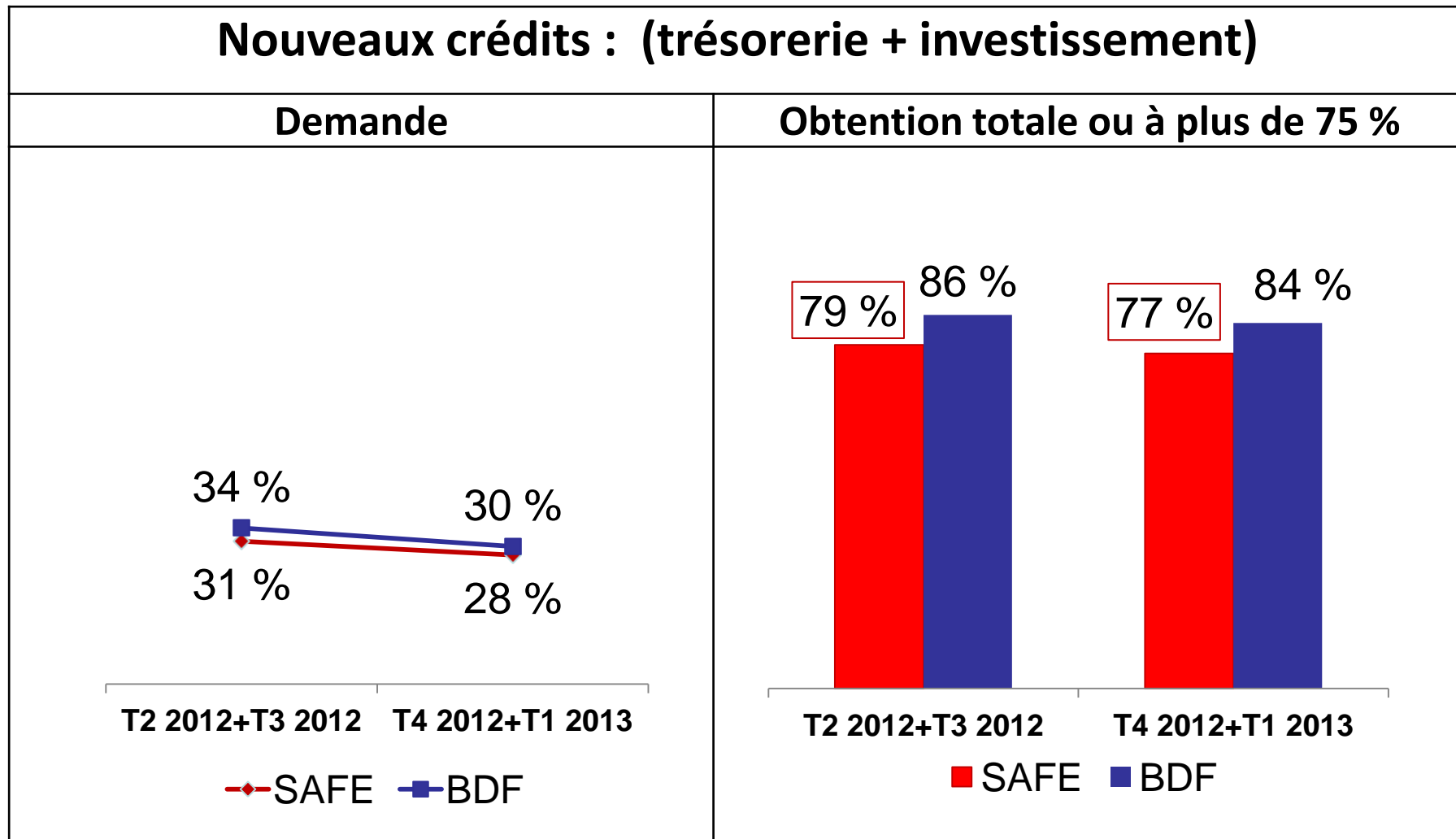


Obtenu en totalité
Refusé par le banquier

Obtenu en grande partie (>75 %)
Refusé par l'entreprise (coût/garanties trop élevés)

Obtenu en partie (<75 %)
Sans réponse

3 – Des résultats comparables à ceux de l'enquête BCE



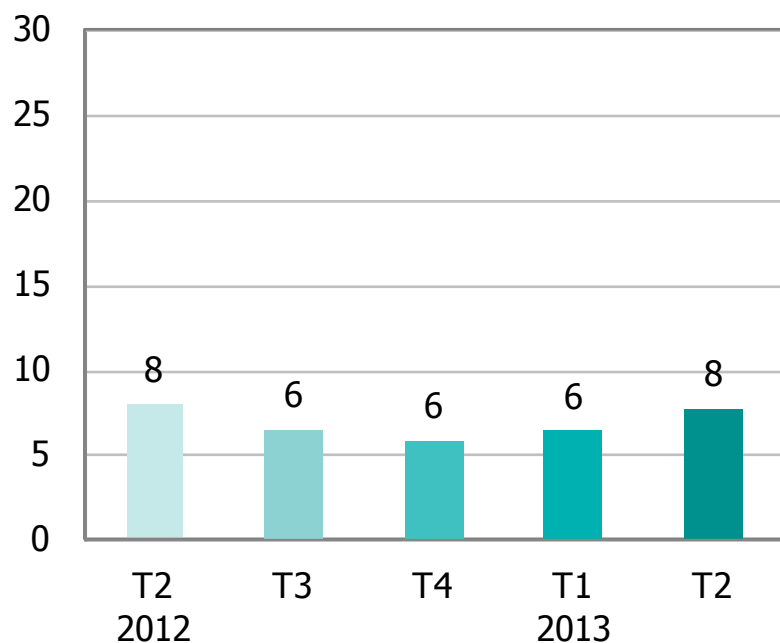
Source : Accès au crédit des PME et ETI, fléchissement de l'offre ou moindre demande, Bulletin de la Banque de France, N 192, 2^e trimestre 2013.
Champ : l'enquête BdF concerne chaque trimestre plus de 3000 PME de l'industrie et des services ayant déclaré une autonomie en matière de décision de crédit tandis que l'enquête SAFE interroge semestriellement en France 900 PME de l'industrie, des services et également de la construction et du commerce.

4 – Des différences selon la nature des crédits

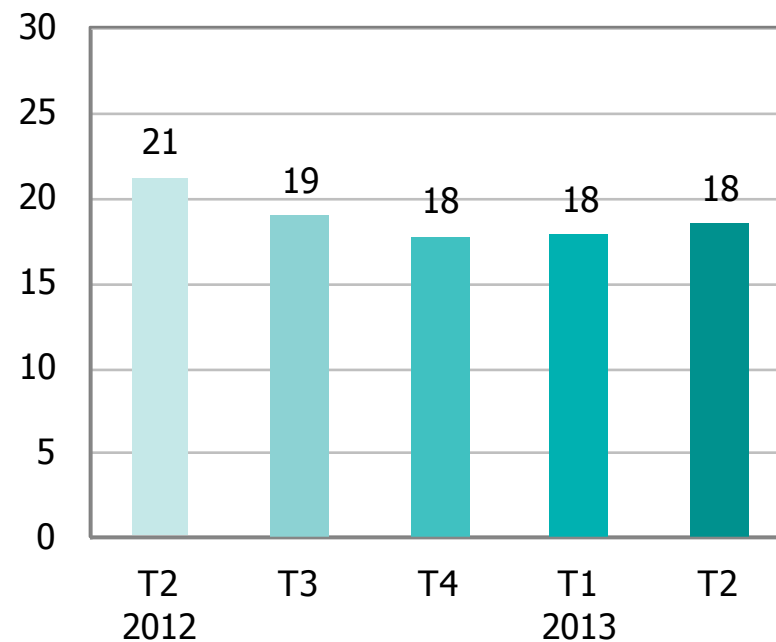
- La demande de crédit de **trésorerie** est moins soutenue que celle relative aux crédits d'**investissement**...

Demande de nouveaux crédits par les PME (% des entreprises)

Crédits de trésorerie



Crédits d'investissement



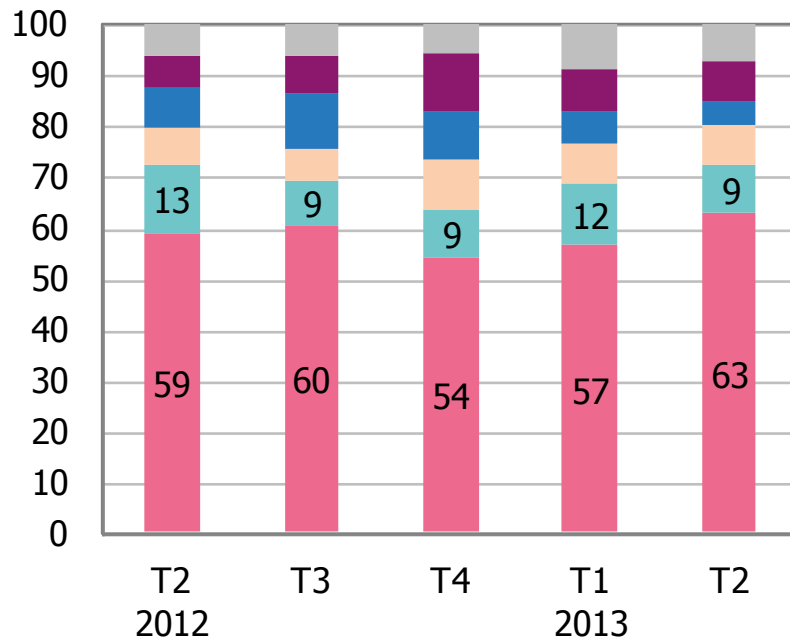
Source : Banque de France

4 – Des différences selon la nature des crédits – suite

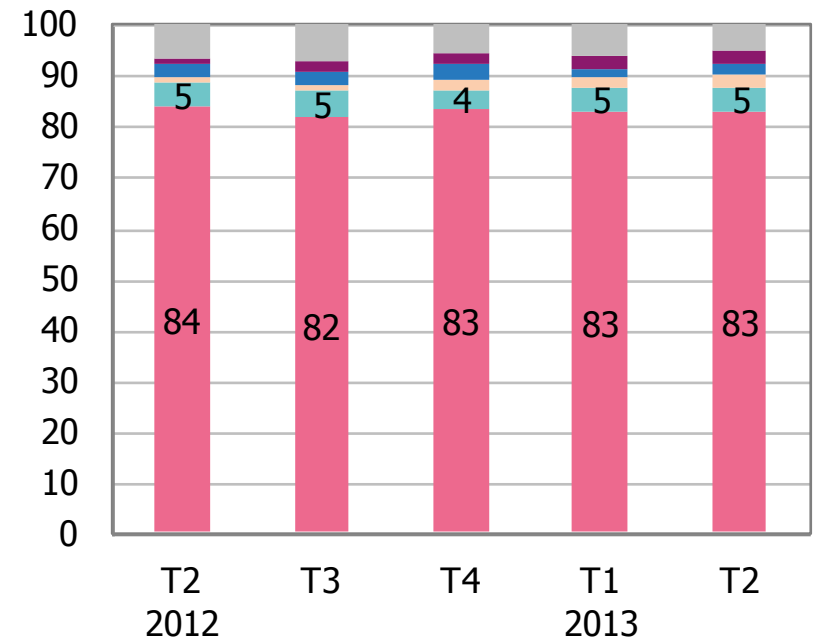
... mais l'accès au crédit de **trésorerie** est plus restreint que celui aux crédits **d'investissement**, qui reste largement satisfait

Obtention de nouveaux crédits des PME (% des entreprises ayant demandé)

Crédits de trésorerie



Crédits d'investissement



Obtenu en totalité

Refusé par le banquier

Obtenu en grande partie (>75 %)

Refusé par l'entreprise (coût/garanties trop élevés)

Obtenu en partie (<75 %)

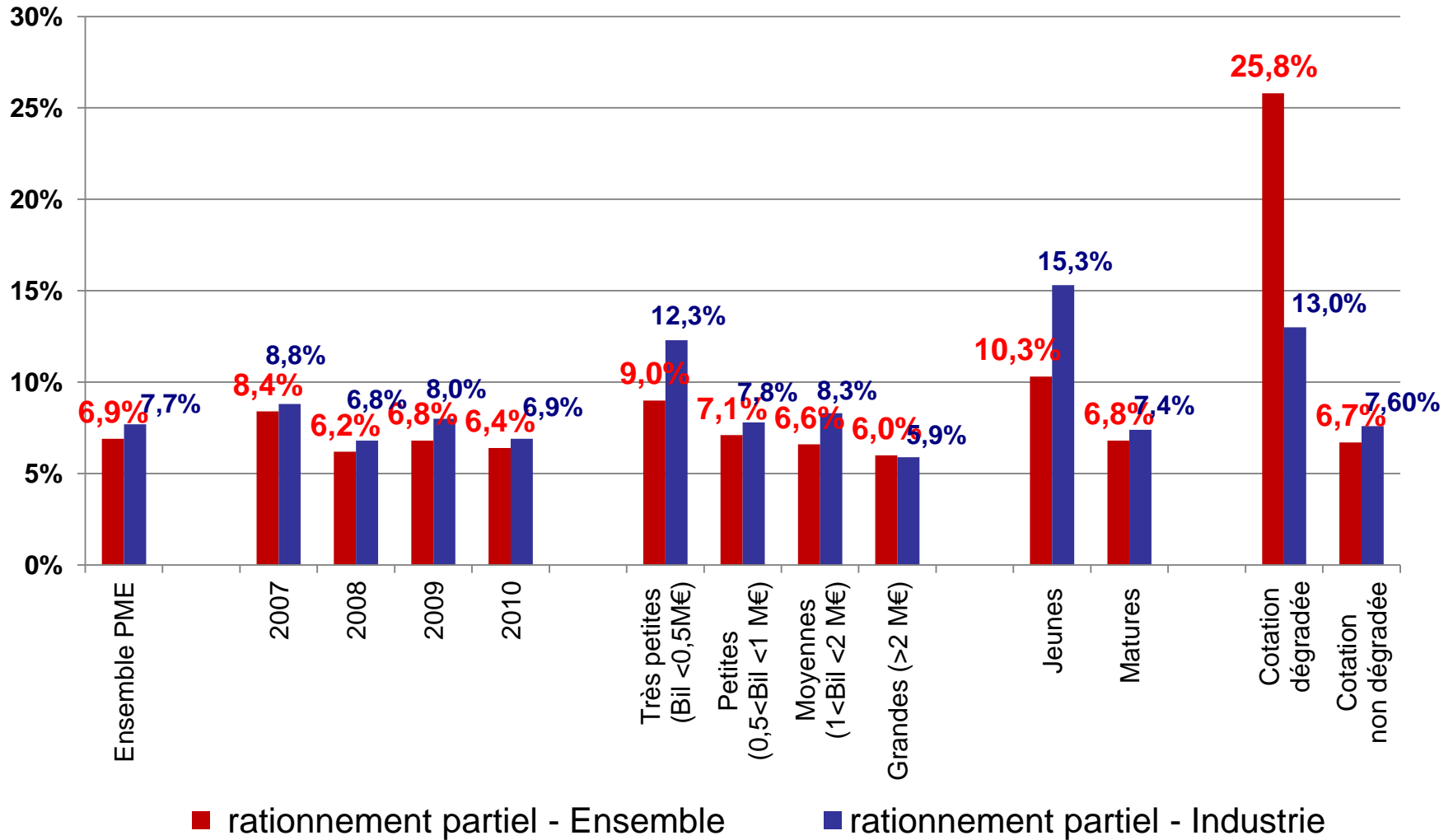
Sans réponse

5 – Une source d'information alternative pour évaluer la demande et l'offre de crédit : un modèle économétrique de déséquilibre (Kremp & Sevestre, 2010-2013)

1. **60 000 PME indépendantes** entre 2000 et 2010 + actualisation 2011-2012.
2. Les banques ont utilisé des critères plus sévères sur la période de la crise financière (2007-2009)
3. Cependant, l'essentiel de la faible performance de distribution du crédit bancaire s'explique par une faible demande, plutôt que par une restriction de l'offre de crédit : peu de rationnement que ce soit rationnement strict ou partiel
4. Légère augmentation du rationnement du crédit en 2009
5. Les données d'enquête sur le coût du crédit suggèrent qu'après la forte baisse du taux de la BCE qui a suivi la chute de Lehman Brothers, les banques ont augmenté la hiérarchie des taux en fonction de la taille des entreprises et de la qualité des garanties

6 – Évaluation du rationnement partiel 2007-2010

(en % des entreprises avec crédits)

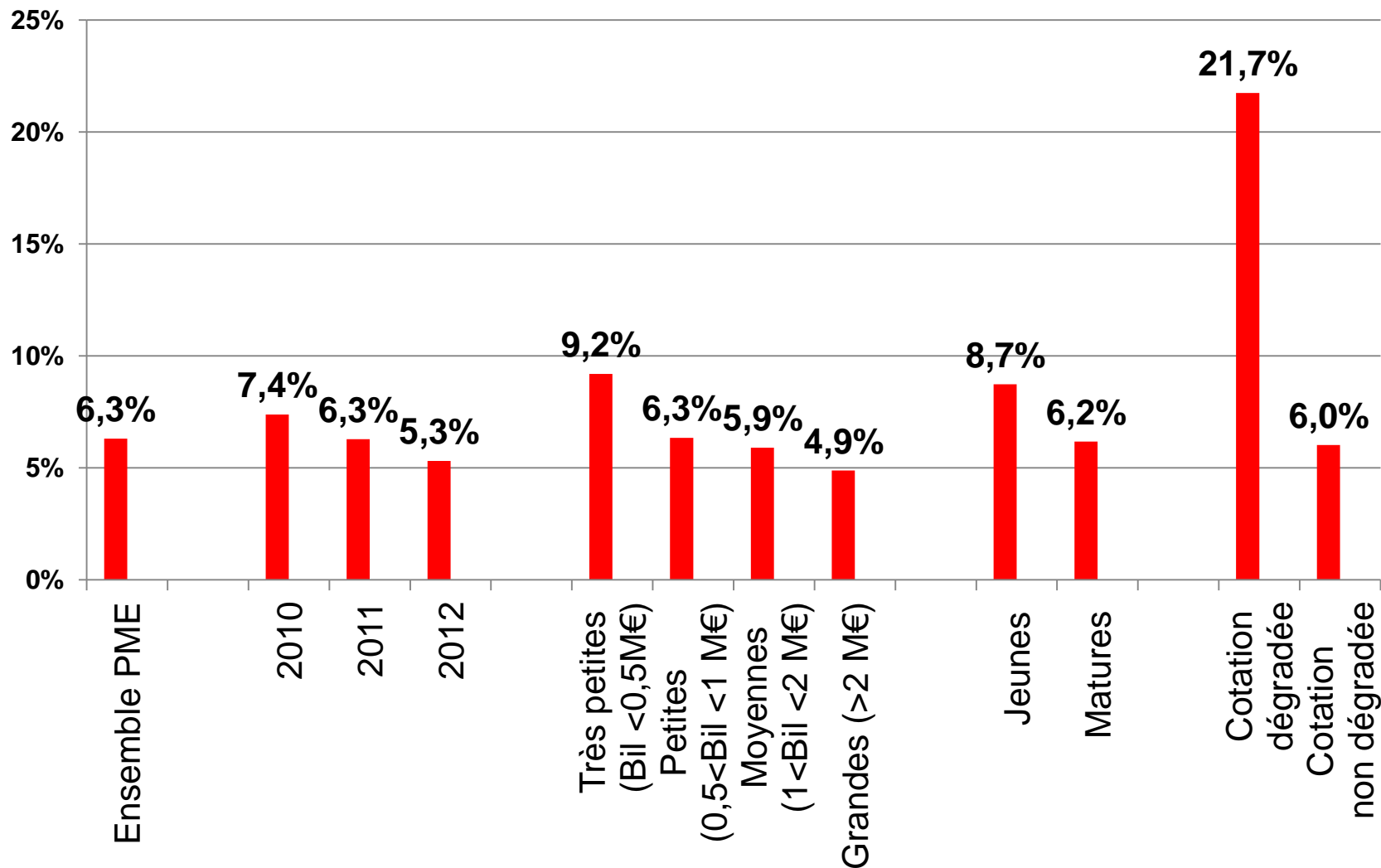


Précision : la taille des entreprises est définie à partir du total du bilan (Bil dans la légende)

Source : Did the crisis induce credit rationing for french SMEs? E.Kremp et P.Sevestre, Journal of Banking and Finance, (2013), 3575-3772, October

6 – Évaluation du rationnement partiel 2010-2012 - suite

(en % des entreprises avec crédits)

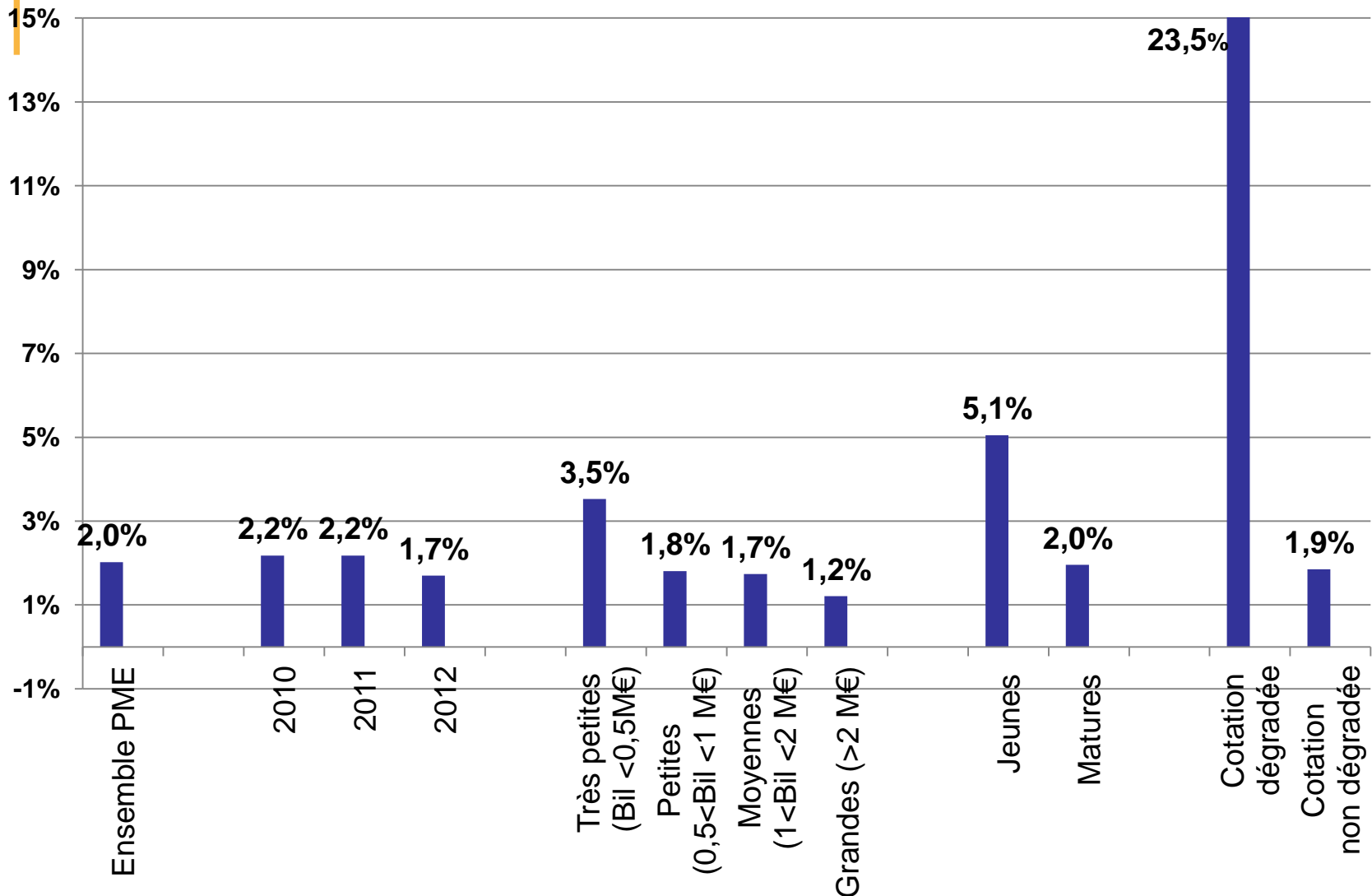


Précision : la taille des entreprises est définie à partir du total du bilan (Bil dans la légende)

Source : Estimation du modèles Kremp & Sevestre (2013) sur la période 2010-2012

7 – Évaluation du rationnement total - 2010-2012

(en % des entreprises sans crédit)



Précision : la taille des entreprises est définie à partir du total du bilan (Bil dans la légende)

Source : Estimation du modèles Kremp & Sevestre (2013) sur la période 2010-2012

8 – Enquêtes et études économétriques aboutissent au même constat

- Plutôt une moindre demande de crédit de la part des entreprises qu'un fléchissement de l'offre : les difficultés d'accès au crédit, en France, sont restées d'ampleur limitée, même pendant la crise
- Seules les entreprises en situation financière précaire (mauvaise cotation BdF) ont de vraies difficultés d'accès au crédit bancaire
- Les plus petites PME et les plus jeunes ont également un peu plus de difficultés à accéder au crédit bancaire

9 – Enquêtes et études économétriques : substituts ou compléments?

- La nouvelle enquête auprès des PME/ETI à la BdF fournit une information fréquente et rapide sur la perception de l'accès au financement bancaire de la part des PME et des ETI dans l'industrie et les services en France
 - Dés début juillet 2013 : informations sur le T2
 - Dés début octobre 2013 : informations sur le T3
- Les études économétriques gardent leur utilité
 - Elles identifient l'impact respectif des effets d'offre et de demande
 - Elles permettent de simuler l'impact des évolutions potentielles de la situation des entreprises sur leur accès au crédit

10 – Les facteurs explicatifs pris en compte dans le modèle

DEMANDE : X_d

OFFRE : X_s

- la **taille** de l'entreprise
- le **taux d'intérêt** apparent
- ses **ressources internes** (excédent brut d'exploitation)
- ses **ressources externes** alternatives mesurées par l'ensemble des financements non bancaires, dont les délais de paiement
- **son investissement**
- ses **besoins en fonds de roulement**

(ces 4 grandeurs étant rapportées au total du bilan)

- la **taille** de l'entreprise
- son **âge**
- une éventuelle **dégradation de la cotation** par la BdF
- son **endettement rapporté** à son **cash-flow** en t-1
- **sa profitabilité** en t-1
- **le collatéral** (les garanties)

11 – Trois exemples de simulation

	Rationnement partiel sur la période 2010-2012	Rationnement total sur la période 2010-2012
Rationnement dans la situation de référence	6,3 %	2 ,0%
Effet d'une augmentation de 20 % de		
• Investissement	+ 2,2 points	+0,6 point
• Profitabilité en t-1	- 0,3 point	- 0,0 point
• Collatéral	- 0,5 point	- 0,1 point

Note : Chaque choc est effectué toutes choses égales par ailleurs

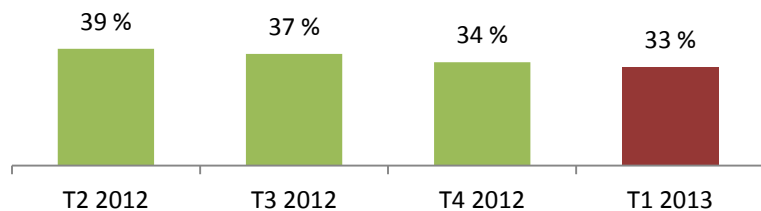
12 – Conclusions

- Cohérence et complémentarité des enquêtes et des études économétriques disponibles montrant que :
 - Plutôt un faible dynamisme de la demande de crédit des PME qu'un fléchissement de l'offre
 - Les plus petites, les plus jeunes et surtout les plus fragiles financièrement sont plus fortement contraintes
 - Selon notre modèle, une reprise de l'investissement est susceptible d'entraîner une augmentation du rationnement d'ampleur toutefois limitée

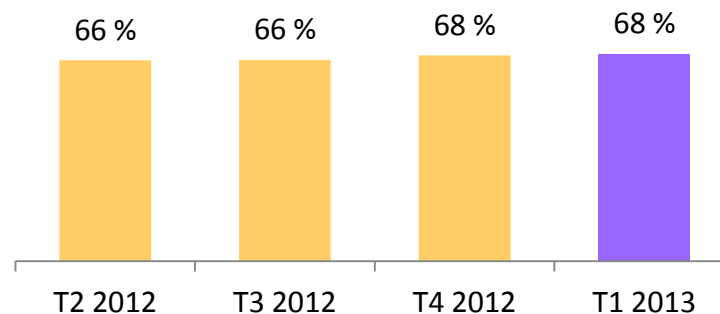
Demande et utilisation de lignes de crédit des PME

Quel que soit le trimestre, les PME demandent moins de lignes de crédit que les ETI
L'utilisation des lignes de crédit est restée plutôt stable au cours de la période

Demande par les PME (12 derniers mois)



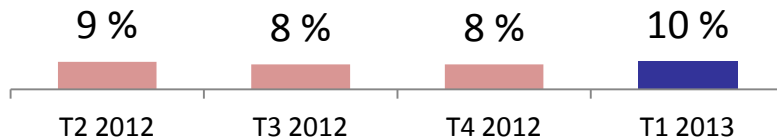
Utilisation par les PME (3 derniers mois)



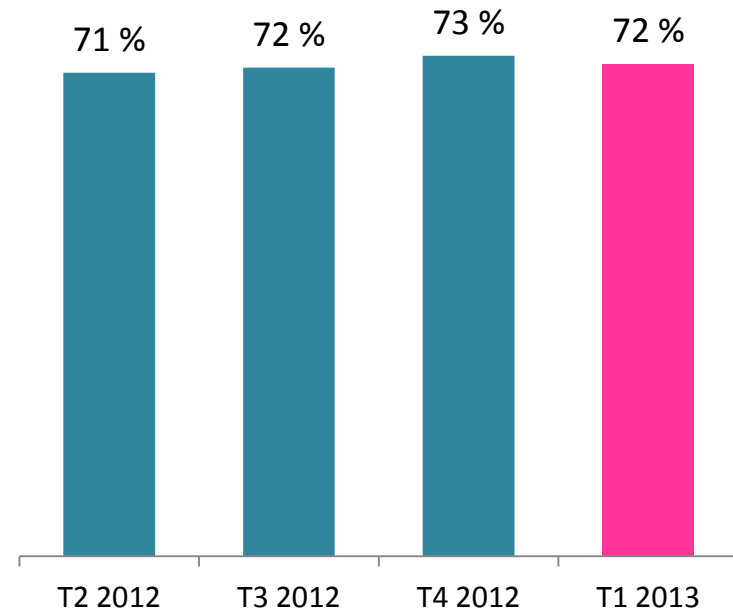
Révisions des lignes, coûts et garanties PME

- 1 - 10% des PME subissent une révision à la baisse de leurs lignes de crédit
- 2 - 10% des PME se voient demander des garanties supplémentaires
- 3 - Les PME ne perçoivent pas pour la plupart d'augmentation du coût du crédit

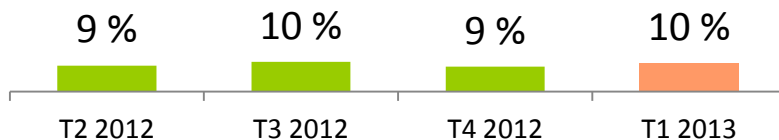
Révision des lignes de crédit par le banquier
(3 derniers mois)



Coût global du financement perçu stable ou en baisse



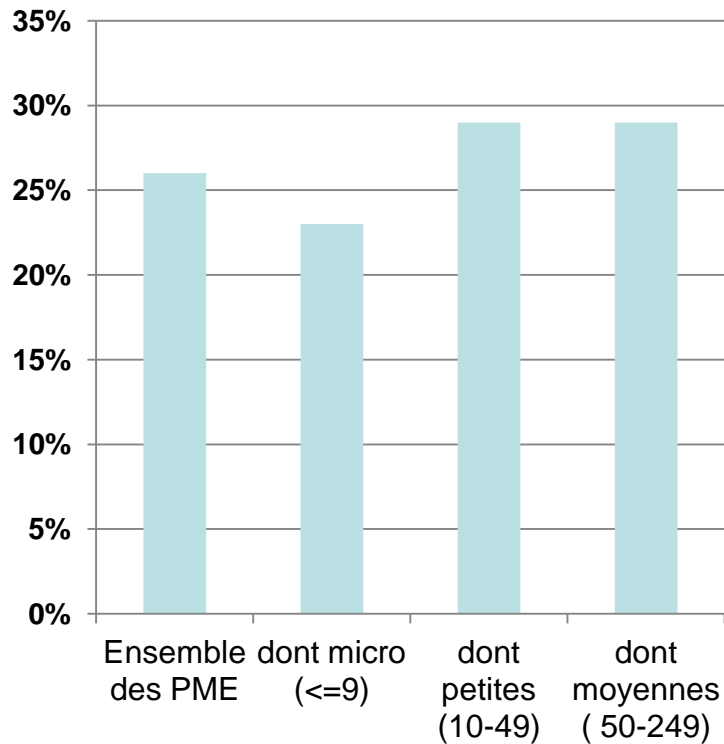
Demande de nouvelles garanties par le banquier



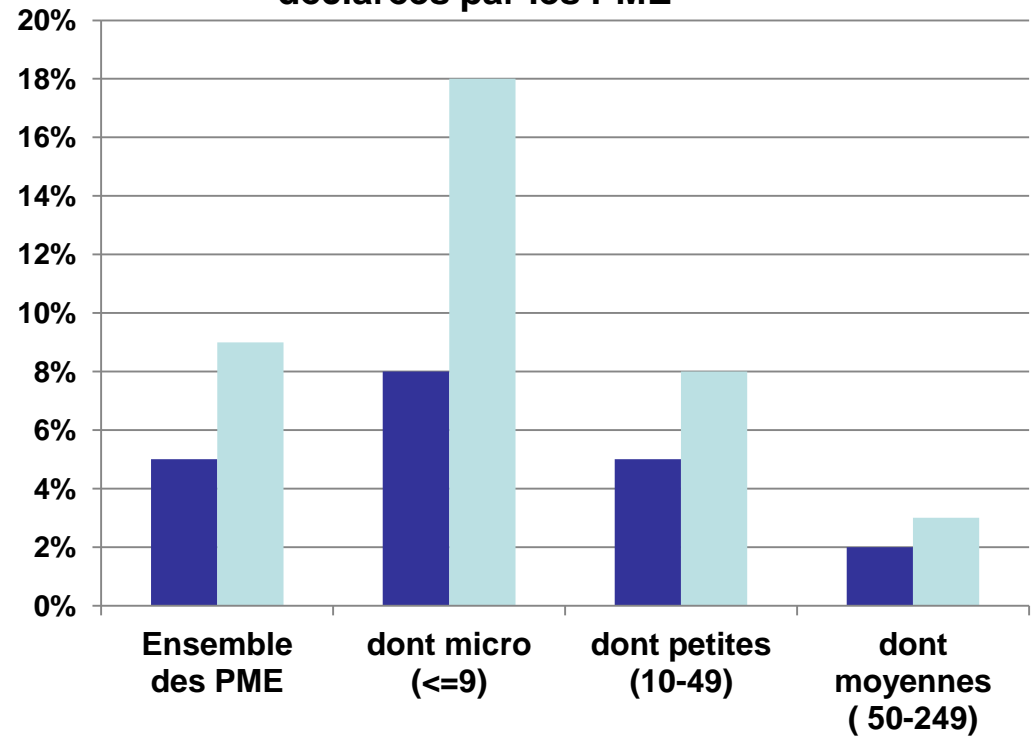
Qu'ont répondu les entreprises sur l'accès au crédit bancaire dans SAFE?

- * Entre 1/4 et 1/3 des PME font une demande de crédit bancaire un trimestre ou un semestre donné
- * Parmi celles qui demandent un crédit, seule une petite proportion subit un rationnement total ou partiel
=> La proportion globale de PME qui répondre subir un rationnement du crédit est faible

% de PME ayant demandé un crédit bancaire



Conditions d'accès au crédit déclarées par les PME



■ % partiel. rationnées parmi celles ayant demandé un crédit

■ % totalement rationnées parmi celles ayant demandé un crédit

Source : BCE, enquêtes SAFE 2009